

Discours de Son Exc. M. Paul RABARY

**Ministre de l'Éducation nationale,
Président de la Commission nationale malgache pour l'UNESCO,
Chef de la délégation nationale malgache**

**A l'occasion du Débat de politique générale
de la 38^e session de la Conférence générale UNESCO**

Version longue

Monsieur le Président de la Conférence générale,
Monsieur le Président du Conseil exécutif,
Madame la Directrice générale de l'UNESCO,
Excellences, Mesdames et Messieurs,

Au nom de la République de Madagascar, permettez-moi tout d'abord de féliciter Son Excellence Monsieur Stanley SIMAATA, Vice-ministre de l'information et des technologies de la communication de la Namibie, pour sa brillante élection à la Présidence de la Conférence générale de l'UNESCO. Nous lui souhaitons plein succès pour son mandat et, par la même occasion, rendons également hommage au leadership et aux actions Ô ! Combien importantes de son prédécesseur, Son Excellence Monsieur HAO Ping.

Monsieur le Président,

Cette 38^e session de la Conférence générale est marquée par la célébration du 70^e anniversaire de notre Organisation.

Durant toutes ces années, l'UNESCO s'est efforcée de relever les grands défis de notre siècle, en premier lieu la promotion de la paix dans le monde. Car, comme l'indique le Préambule de son Acte constitutif, « *les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix* ».

Mais l'UNESCO doit également s'imposer face aux enjeux du développement durable, notamment l'éradication de la pauvreté, l'accès à une éducation de qualité pour tous et la préservation du patrimoine culturel et naturel.

Nous le savons, de telles actions nécessitent des moyens considérables légitimant ainsi, en ce qui concerne le budget de notre Organisation, l'adoption du scénario à croissance nominale zéro plus (CNZ+) présenté par la Directrice générale. Cela est d'autant plus important qu'en adoptant l'Agenda pour le développement post-2015, les Nations Unies reconnaissent l'importance des idéaux défendus par l'UNESCO. Les nouveaux Objectifs du Développement Durable doivent ainsi palier l'échec de la réalisation des OMD pour les quinze années à venir.

MADAGASCAR

Monsieur le Président,

L'éducation est le meilleur moyen pour réaliser les ODD. Pour le Gouvernement malgache, l'éducation pour tous et de qualité constitue la priorité des priorités. Récemment encore, lors de la 70^{ème} Assemblée générale des Nations Unies, le président de la République malgache, Son Excellence Monsieur Hery Rajaonarimampianina, a réitéré cette conviction. C'est la raison pour laquelle, Madagascar développe actuellement des programmes et des stratégies afin d'assurer une éducation répondant aux normes de qualité. Il souhaite également la poursuite du programme Cap-Efa.

Notre pays appuie aussi tous les efforts pour trouver des financements innovants pour le système éducatif et pour promouvoir les nouvelles technologies de la communication et de l'information (NTICs) afin d'améliorer l'apprentissage et les acquis des élèves, en les associant à l'utilisation des énergies renouvelables, notamment dans les écoles situées en milieu rural.

Madagascar s'attelle également à une réforme du curriculum, en mettant en avant la culture, la sauvegarde du patrimoine et les NTICs, afin que notre système éducatif réponde aux impératifs du développement.

Sensible à la Priorité Afrique, Madagascar loue les efforts de l'UNESCO concernant le projet sur l'« Histoire générale de l'Afrique » et tiendra compte de ce projet dans la réforme curriculaire de l'éducation nationale.

Madagascar fait sienne la déclaration d'Incheon sur « une éducation inclusive et équitable de qualité et un apprentissage tout au long de la vie pour tous », ainsi que la déclaration d'Aichi-Nagoya sur l'Education pour le Développement Durable. Ainsi, Madagascar a besoin d'un appui conséquent concernant l'éducation des enfants en détresse, des femmes et des jeunes filles.

Monsieur le Président,

Madagascar est convaincu que la culture constitue un des leviers du développement durable et un outil indispensable de lutte contre la pauvreté. Elle a joué un rôle fédérateur et a pris toute sa place dans le cadre de notre processus de réconciliation nationale, après une crise socio-politique qui a duré cinq ans.

L'une des priorités de Madagascar est de faire des valeurs identitaires malagasy, des vecteurs et des moteurs de notre relance économique. Pour y parvenir, Madagascar a besoin de renforcer ses capacités, notamment en matière de réhabilitation et de conservation des sites et musées, en plus d'acquérir les outils nécessaires à leur bonne gestion.

Madagascar a également besoin d'une importante assistance technique pour le développement de ses industries créatives, tant au niveau des acteurs que du cadre législatif. De même, nous sollicitons toutes les bonnes volontés dans les travaux d'exploration et de protection de nos patrimoines subaquatiques, et tenons tout particulièrement à remercier le STAB de

MADAGASCAR

l'UNESCO pour la réalisation de la mission d'urgence qu'il a effectuée sur les côtes de l'île de Sainte-Marie, en juin dernier.

Madagascar s'attache particulièrement à l'opportunité de requalification, de conservation et de valorisation de ses zones qualifiées de « patrimoine urbain et paysager historique ». A ce titre, nous mettons actuellement tout en œuvre pour finaliser les démarches en vue de l'inscription des Falaises et grottes de l'Isandra sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Madagascar soutient le projet de recommandation concernant la protection et la promotion des musées et des collections, et celui concernant la préservation et l'accessibilité du patrimoine documentaire.

Enfin, Madagascar tient à féliciter la Directrice générale pour l'initiative et le succès planétaire de la campagne « UNITE 4 HERITAGE », témoignant d'un véritable intérêt mondial pour la préservation du patrimoine culturel et naturel.

Notre pays saisit cette occasion pour condamner fermement tous les actes de destruction et de dégradation des sites et monuments historiques inscrits ou non sur la Liste du Patrimoine mondial. Madagascar condamne aussi les trafics illicites des artefacts et des biens culturels.

Monsieur le Président,

Le Programme National pour le Développement (PND) adopté par Madagascar a défini des stratégies visant « la valorisation du capital naturel et le renforcement de la résilience aux risques de catastrophes » (Axe 5).

Madagascar tient, ici, à souligner sa volonté de protéger sa biodiversité. Classé au deuxième rang mondial pour sa richesse biologique, Madagascar abrite une faune et une flore uniques au monde, à l'instar des lémuriens, des tortues étoilées et des quelques 14 000 espèces végétales affichant un taux d'endémicité supérieur à 90%. Pour les scientifiques, Madagascar constitue l'un des derniers sanctuaires de la diversité biologique de la planète et dispose donc d'un potentiel exceptionnel en matière de patrimoine mondial. Le développement du tourisme culturel et durable constitue ainsi un enjeu majeur et une opportunité pour notre pays. Nous appelons donc tous nos partenaires à nous soutenir dans ce programme.

Monsieur le Président,

La gestion de l'énergie étant l'un des principaux défis de notre siècle, Madagascar encourage le Secrétariat à apporter encore plus d'égards au programme sur les énergies alternatives et renouvelables qui a permis, entre autres, à notre pays de bénéficier du projet « Ecoles solaires » de la part de l'UNESCO et ses partenaires, que nous remercions vivement.

Par ailleurs, Madagascar sollicite davantage de partenariats dans le cadre du programme Man and Biosphère (MAB) et du Programme hydrologique international (PHI).

Nous soutenons également les efforts déployés par la Commission Océanographique Intergouvernementale (COI), notamment son programme de systèmes d'alerte et d'atténuation

MADAGASCAR

des tsunamis dans l'Océan indien. Madagascar encourage ainsi la mise en place d'un partenariat au niveau mondial pour parvenir aux objectifs fixés par ce programme.
Monsieur le Président,

Lors de la dernière Assemblée générale des Nations Unies, le président de la République malgache a souligné que « toutes transformations fondamentales doivent être basées sur un appui au secteur social ». Ainsi, notre pays encourage et sollicite plus de soutien aux programmes et projets entrant dans le cadre des transformations sociales et du dialogue interculturel, et plus particulièrement pour le Programme MOST.

Il convient également de rappeler que Madagascar figure parmi les pays qui ont ratifié la Convention internationale contre le dopage. Nous encourageons ainsi tous les Etats membres à ratifier cette Convention qui est, à ce jour, l'un des instruments les plus efficaces pour protéger nos jeunes contre ce fléau.

Justement, concernant les jeunes, nous souhaitons plus de moyens de la part de l'UNESCO quant au programme pour la jeunesse pour que des pays qui ont une population jeune comme Madagascar puisse en bénéficier davantage. Dans ce cadre, Madagascar soutient ainsi la création de l'Institut de catégorie II en Côte-d'Ivoire qui sera appelée à se pencher sur les questions importantes de la paix.

Monsieur le Président,

Madagascar est attaché au secteur Communication et Information (CI), et regrette que les moyens qui lui sont alloués soient de plus en plus limités.

En tant que membre du Conseil intergouvernemental du Programme international pour le développement de la Communication (PIDC), Madagascar renouvelle ici son soutien au programme car son impact positif sur les communautés locales et les populations les plus démunies, notamment dans les pays les moins avancés (PMA), est concret et visible.

De plus, Madagascar rappelle que l'UNESCO est le chef de file du Plan d'Action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, et qu'en 2013, le Conseil exécutif a adopté un Plan de travail dans la même lignée.

Madagascar soutient également le Programme « Information pour tous » (PIPT), indispensable à la mise en place de sociétés équitables et inclusives.

Pour toutes ces raisons, Madagascar demande au Secrétariat de renforcer le secteur CI en lui dotant des moyens financiers et humains nécessaires à ses ambitions.

Je vous remercie de votre aimable attention.

* * *